

Ici, on teste, on ajuste, on avance

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL





2025 en actions

Oser, protéger, soigner
L'Eure change de visage



Un cap clair, des choix assumés
Piloter avec vision

Un accompagnement de proximité à la carte
Protéger, accompagner, agir



Du RSA à la réussite
Libérer les potentiels

Moins de béton, plus de vivant

On vit bien dans nos campagnes



L'engagement, pilier de la pratique sportive

Le sport, énergie partagée



L'Eure fait vivre sa culture

Cultiver l'intelligence collective



La campagne qui connecte, qui attire, qui inspire

L'Eure rurale, fière et fertile



Santé, sécurité, ruralité : trois priorités pour un territoire plus fort





Oser, protéger, soigner

Dans un monde où les territoires sont en concurrence pour attirer des habitants, des entreprises, des médecins ou des visiteurs, notre Département doit savoir prendre des risques, innover, investir et parfois sortir des sentiers battus.

Arbora Lumina, au domaine d'Harcourt, est sans doute l'exemple le plus spectaculaire de cette ambition décomplexée qui doit nous animer. Beaucoup considéraient ce projet comme un pari fou : faire venir des visiteurs en hiver, de nuit, au cœur de la campagne euroise semblait impossible. Pourtant, ce pari est aujourd'hui gagné. En quelques semaines seulement, des dizaines de milliers de visiteurs sont venus au domaine d'Harcourt pour s'émerveiller en famille devant Arbora Lumina.

Arbora Lumina : un exemple lumineux

Ce site, qui accusait depuis des années un déficit de fonctionnement important, va retrouver en 2026 l'équilibre avec plusieurs années d'avance sur les prévisions.

Avec 68 184 visiteurs en moins de trois mois et 58 soirées sur 60 à guichets fermés, le succès a dépassé toutes nos prévisions. Au-delà des aspects comptables, cette réussite envoie un message fort : la ruralité n'est pas condamnée à subir. Elle peut innover, surprendre, attirer et créer de la richesse.

Cette réussite exceptionnelle nous invite à croire davantage en nous-mêmes, à ne pas nous autocensurer, à être innovants dans d'autres domaines.

La sécurité est aujourd'hui une attente forte de nos concitoyens. C'est pourquoi nous avons engagé la création d'une véritable ceinture de sécurité autour de l'Eure.

Faire de l'Eure un territoire toujours plus sûr

Avec 87 caméras installées sur les principaux axes d'entrée et de sortie du département, nous nous dotons d'un outil moderne pour lutter contre les trafics, les cambriolages et les

déplacements de la délinquance. Les gendarmes eux-mêmes attendaient cet équipement depuis longtemps. Les premières utilisations démontrent déjà son intérêt.

Cet investissement de près de 3 millions d'euros doit permettre de faire du Département de l'Eure un territoire encore plus sûr. Ce dispositif va également renforcer notre attractivité, car personne ne choisit de vivre, de travailler ou d'investir durablement dans un territoire où il ne se sent pas en sécurité.

Accès aux soins : premiers résultats positifs

L'accès aux soins est aussi un élément important pour rendre le département plus accueillant et plus sûr. Bien que la santé ne soit pas une compétence obligatoire du Département, nous avons fait le choix de prendre nos responsabilités. Avec notre Plan Ambition Santé, nous avons décidé d'agir concrètement : création de centres de santé départementaux, recrutement de médecins salariés, développement de Doct'Eure, soutien aux maisons de santé, déploiement de solutions de télémédecine. Depuis 2025, les premiers résultats sont visibles et des milliers d'Eurois ont déjà retrouvé une solution de suivi médical. En 2025, près de 35 000 consultations ont ainsi été réalisées grâce à Doct'Eure, permettant à des milliers d'habitants de retrouver un accès à un médecin et à un suivi régulier.

Derrière ces trois actions fortes qui ont marqué 2025, il y a une même ambition : faire de l'Eure un département toujours plus attractif et plus sûr.

Alexandre Rassaërt

Président du Conseil départemental de l'Eure



Plan Collèges 2016-2024 - 250 M€

Le Conseil départemental vote un premier plan pluriannuel pour la reconstruction et la rénovation de 14 collèges.



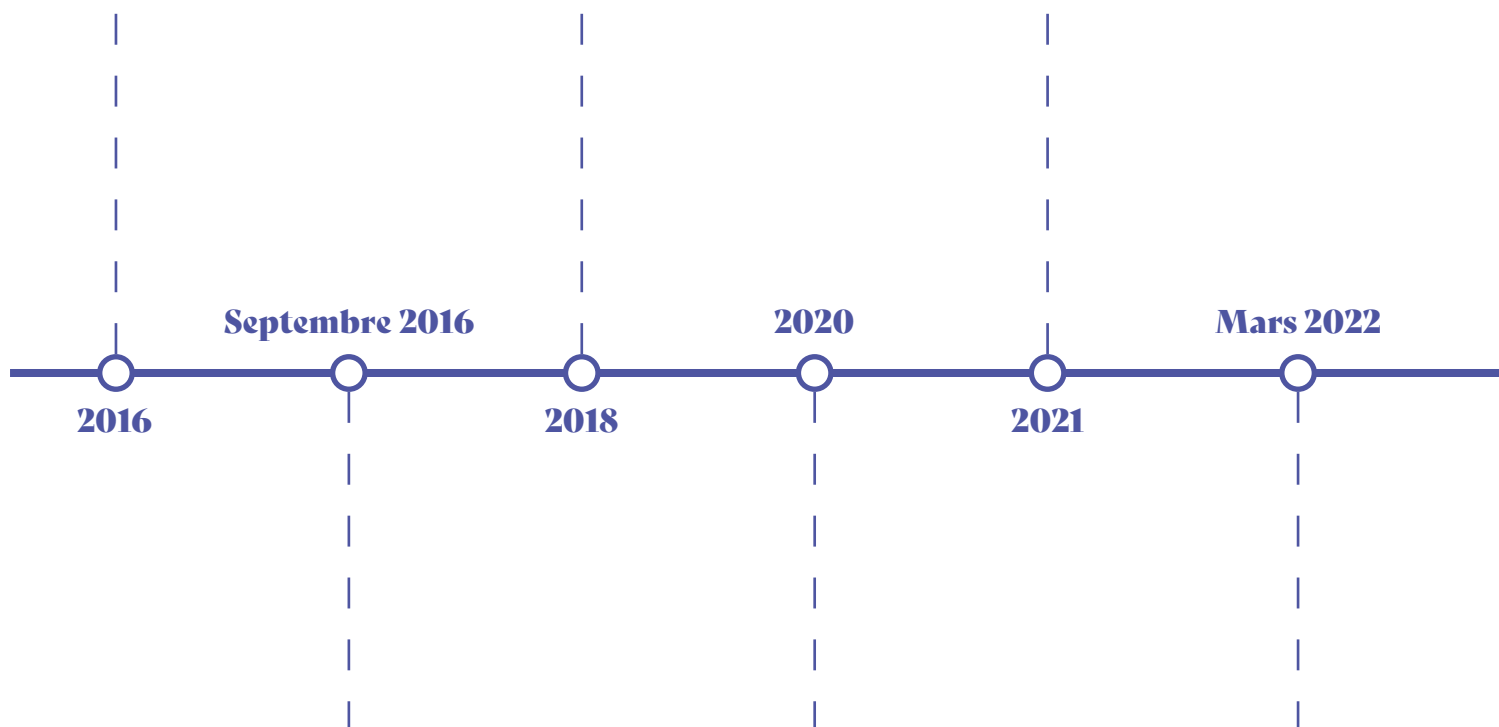
Lancement de la vidéoprotection départementale

Déploiement progressif d'un réseau de caméras de vidéoprotection autour du département.



Soutien à la rénovation des EHPAD

Le Département vote un plan de rénovation et de reconstruction massif des EHPAD, avec 46 millions d'euros de travaux engagés, en cofinancement avec l'État.



Plan pluriannuel d'investissement pour les routes - 125 M€

Le Département vote un plan de 125 millions d'euros pour la rénovation et la modernisation des routes départementales, afin de répondre à une situation dégradée du réseau.



Crise sanitaire – Mobilisation du Département

Renforcement des dispositifs de solidarité et d'accompagnement des publics fragiles face à la pandémie de Covid-19.



Assises des solidarités

La démarche inédite lancée par le Département a questionné nos actions face au vieillissement, au handicap, au logement, à l'emploi et à l'enfance.





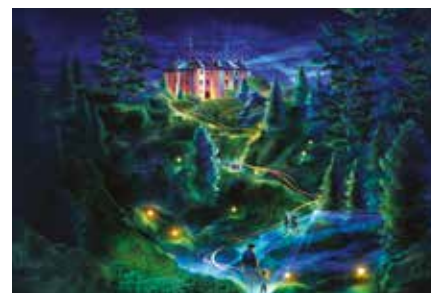
Renforcement d'Eure Transition Verte

Adoption d'un plan d'actions pluriannuel doté de 150 millions d'euros sur 2023-2028 pour accélérer la transition écologique.



Ceinture de sécurité

Le Département a lancé le déploiement d'un réseau de 88 caméras de vidéoprotection sur les axes routiers principaux. En collaboration avec la gendarmerie, la police et les douanes, cet investissement sécurise notre cadre de vie.



Lancement d'Arbora Lumina

Le Domaine d'Harcourt entre dans une nouvelle ère. Avec un parcours nocturne enchanté signé Moment Factory et une programmation 4 saisons, le Département de l'Eure ambitionne d'attirer plus de 130 000 visiteurs par an.



2023

2023

Septembre 2025

Novembre 2025

Décembre 2025

Février 2026

Investissements routiers

Le Département investit 35 millions d'euros pour l'entretien et la modernisation des ponts et des voiries, en accompagnant aussi les communes pour l'installation de dispositifs de sécurité.



Ouverture du collège Aurélie Aubert de Rugles

Dernier collège du premier Plan Collèges à ouvrir ses portes.



Retour à 90 km/h

Le 9 février 2026, retour d'une limitation de vitesse maximale autorisée à 90km/h sur les routes départementales de l'Eure.



Le Département investit pour moderniser le territoire

En dix ans, l'Eure a radicalement changé de visage. Les politiques ambitieuses du Département, reconnues nationalement, améliorent les conditions de vie de tous les Eurois.

250 M€

investis pour rénover ou reconstruire 15 collèges entre 2016 et 2025

100%

des ouvrages d'art franchissant la Seine rénovés

125 M€

investis dans le plan pluriannuel routes depuis 2016

+ 34 000

consultations généralistes supplémentaires pour les Eurois sans médecin référent grâce à Doct'Eure

334 M€

consacrés chaque année aux solidarités (personnes âgées, enfance, insertion, handicap)

5 342

Eurois ont retrouvé un médecin traitant via Doct'Eure

Arbora Lumina : un succès spectaculaire dès son lancement

Jusqu'en 2024, le Domaine d'Harcourt affichait un déficit d'exploitation de 500 000 euros par an. Le Département a investi 9 millions d'euros pour moderniser le site et 5,8 millions d'euros pour créer Arbora Lumina, un parcours nocturne de 1,2 km signé Moment Factory.

L'objectif était d'atteindre l'équilibre budgétaire en trois ans, avec une cible de 580 000 euros de chiffre d'affaires billetterie pour la première saison. Les résultats de la saison 2025-2026 dépassent ces deux seuils dès la première année.

15 M€

investis par le Département

68 184

visiteurs en moins de 3 mois

+ de 750 000 €

de chiffre d'affaires

Excédent d'exploitation dès la 1^{ère} saison : 547 000 €. Équilibre budgétaire atteint trois ans avant l'échéance prévue.



DÉPARTEMENT DE
LEURE
en Normandie

Centre
MEDICO-
SOCIAL



Un cap clair, des choix assumés

Entre la baisse des recettes, l'augmentation des dépenses sociales et les nouvelles contraintes financières imposées aux collectivités, l'exercice 2025 a conduit à faire des choix forts et définir un cap clair : maintenir les moyens sur les priorités du quotidien — la solidarité, la santé, la sécurité, l'éducation et les infrastructures — tout en préparant l'avenir du territoire.

Depuis dix ans, le Département a profondément transformé le territoire. Grâce à une gestion rigoureuse, les investissements ont atteint un niveau exceptionnel, avec une moyenne de 126 millions d'euros par an sur les quatre dernières années, contre 80 millions d'euros en 2015. Routes, collèges, EHPAD, fibre optique, soutien aux communes : ce cycle de rattrapage a permis de moderniser durablement les équipements et les services du quotidien.

Maitriser l'endettement

Le contexte budgétaire impose désormais d'ouvrir une nouvelle séquence. Le retour à un niveau d'investissement plus classique n'est pas un renoncement. Il traduit la volonté de conserver la maîtrise de la trajectoire financière du Département et d'éviter une spirale d'endettement qui compromettrait les capacités d'action futures. Avec plus de 152 millions d'euros d'investissements

prévus en 2025, l'ambition demeure intacte mais s'exerce avec davantage de sélectivité.

Préserver les grandes priorités

Les arbitrages retenus reposent sur une conviction : lorsqu'il faut économiser, il faut d'abord le faire là où beaucoup a déjà été réalisé, sur les dépenses non essentielles ou les dispositifs qui relèvent de compétences facultatives. À l'inverse, les grandes priorités sont préservées. La protection des plus fragiles, l'accès aux soins, l'autonomie, la protection de l'enfance, l'insertion, l'éducation et la sécurité continuent ainsi de concentrer les moyens de la collectivité.

Un budget de priorités qui assume des arbitrages parfois exigeants pour continuer à protéger, investir et préparer l'avenir dans un contexte financier devenu plus contraint.

Une trajectoire choisie, pas subie

Face aux défis budgétaires, le Département de l'Eure réinvente ses façons de faire. En 2025, cette logique d'optimisation créative a guidé plusieurs transformations majeures qui démontrent qu'efficacité rime avec innovation.

La réforme « Solidarités 2025 » bouleverse les pratiques sans coûter plus cher. Fini le cloisonnement entre les métiers de l'accompagnement : place à l'interdisciplinarité et aux 13 territoires de solidarités alignés sur les EPCI. Cette réorganisation territoriale rapproche les services des usagers tout en mutualisant les compétences.

Résultat : 1 914 bénéficiaires accompagnés par les intervenants sociaux en commissariat et gendarmerie pour des faits de violences intrafamiliales. 16 593 seniors ont été touchés par 81 actions de prévention. L'efficacité par la proximité.



Agence de la Ruralité : le guichet unique des communes

L'Agence de la Ruralité révisé aussi son périmètre d'action. Plutôt que de multiplier les structures, le Département mutualise son expertise technique au service des communes. De la simple question administrative à l'accompagnement de projets complexes, cette approche « guichet unique » démultiplie l'impact de l'ingénierie départementale.

Concrètement, l'Agence mobilise les services du Département et de ses partenaires pour répondre aux besoins locaux : définition de projets d'aménagement, assistance à maîtrise d'ouvrage en voirie et assainissement, mise à disposition d'équipements (kits événementiels, radars pédagogiques mobiles). Cette mutualisation permet aux petites communes d'accéder à une expertise technique qu'elles ne pourraient s'offrir seules. Et qui, en 2026, prendra une nouvelle forme pour accompagner au mieux les besoins des Eurois.

Des moyens humains adaptés aux besoins du territoire et des Eurois

Les 2 235 agents départementaux : un capital à faire fructifier. En 2025, plus de 400 recrutements ciblés, montée en compétences via la formation, amélioration de la qualité de vie au travail. Cette gestion RH stratégique accompagne les transformations organisationnelles tout en renforçant l'attractivité de la fonction publique territoriale. L'humain au cœur de la performance publique.





Un accompagnement de proximité à la carte

Depuis 2024, le Département de l'Eure a travaillé à la mise en place d'une nouvelle organisation de ses solidarités, fondée sur treize territoires d'intervention calqués sur les bassins de vie.

Une transformation structurelle avec un objectif simple : être au plus près des besoins réels des Eurois, dans leur diversité territoriale.

Seuls 10% des Eurois bénéficiaient des deux tiers du budget départemental dédié aux Solidarités. Une disparité qui s'explique notamment par une méconnaissance de l'action du Département, mais aussi par une répartition non homogène des besoins sur les différents bassins de vie.

C'est de ce constat qu'est née la nouvelle organisation des solidarités. Appliquée à partir du 1^{er} mars 2025, elle est orientée vers les habitants qui en ont le plus besoin, à tous les âges de la vie, avec un fonctionnement plus simple, un nombre d'interlocuteurs réduit et un maillage territorial repensé.

Cette transformation majeure, reconnue prix Coup de cœur par les Trophées IdéalCo, marque un véritable tournant dans l'approche

départementale de l'accompagnement social.

Proximité, réactivité, efficacité

Certains territoires concentrent ainsi leurs efforts sur l'insertion, d'autres sur la petite enfance ou le maintien à domicile. Pour identifier les priorités locales, et parce que tous les bassins de vie du département ne rencontrent pas les mêmes défis, les services des solidarités départementales s'alignent désormais sur les treize EPCI de l'Eure.

Au-delà de l'adaptation territoriale, cette organisation vise la réactivité et une meilleure relation avec les partenaires locaux, pour construire des projets adaptés et prévenir l'aggravation des situations individuelles. En révisant l'accompagnement, le Département agit plus vite et mieux pour chacun.

La bienveillance en actes pour ceux qui en ont ou en auront besoin

De la petite enfance à l'accompagnement de nos seniors, les Solidarités travaillent à garantir les meilleures conditions de vie pour tous les Eurois avec une idée simple : chacun d'entre nous peut avoir un jour besoin d'aide, de protection et de conseils pour assurer son autonomie.



Une protection renforcée contre les violences

L'accompagnement des victimes de violences conjugales et intrafamiliales mobilise les équipes des intervenants sociaux en Commissariat et Gendarmerie. En 2024, 1 604 personnes ont bénéficié de cet accompagnement spécialisé, dont 1 133 femmes majeures.

En 2025, 1 914 personnes ont bénéficié de cet accompagnement spécialisé.

Le premier Noël des enfants confiés

560 participants, une salle comble au Cadran d'Évreux : le Département a organisé pour la première fois un après-midi festif réunissant enfants confiés, assistants familiaux et résidents des MECS et lieux de vie. Une vingtaine d'agents bénévoles, issus de tous les services, ont assuré l'accueil. Au programme : un conte musical d'une heure, des stands barbe à papa et pop-corn, des ateliers tatouages et sculpture de ballons, et une séance photo avec le Père Noël.





EVARS : éduquer et accompagner sur la vie affective

Implanté à l'INSE, l'Espace de Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle de la PMI informe les jeunes sur leurs droits, renforce l'estime de soi et accompagne chacun lors de permanences d'entretien. En 2025, 89 actions collectives ont bénéficié à 1 338 jeunes, avec un taux de satisfaction de 89 %.

1 653 visites à domicile pour soutenir les familles dès les premiers jours

Les Équipes Mobiles de Soutien Précoce à la Parentalité interviennent durant les 1 000 premiers jours de l'enfant, directement au domicile des familles. Leur pluridisciplinarité permet des réponses ajustées à chaque situation, en lien avec l'ensemble des partenaires. En 2025, 1 653 visites à domicile ont été réalisées.





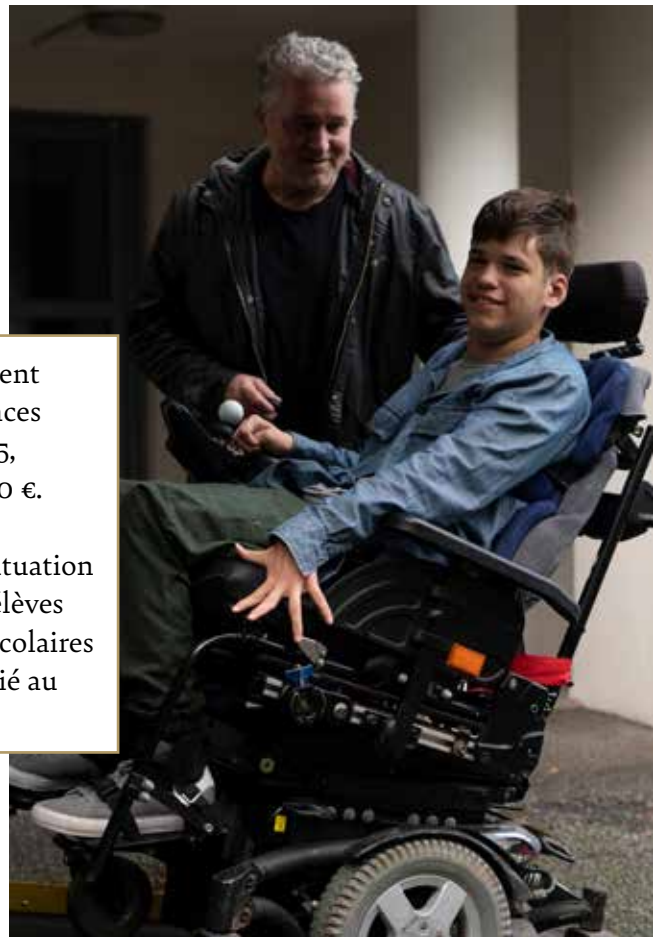
Vieillir dans la dignité

17 EHPAD appliquent un tarif différencié en 2025, traduisant la recherche d'équilibre entre qualité d'accueil et accessibilité financière. Sur la période 2021-2025, le Département a co-financé à hauteur de 30 % la reconstruction d'établissements modernes, climatisés et connectés, pour un budget total de 48 millions d'euros. Fin 2025, quatre établissements sont quasiment livrés : Pacy-sur-Eure, Les Andelys, Verneuil et Pont-Audemer.

Pour lutter contre l'isolement, le PackAdom a touché 523 personnes âgées en 2025, grâce à un budget de 426 675 €. Ce dispositif, composé d'une tablette tactile, d'une clé 4G et de services d'accompagnement, leur maintient un lien avec l'extérieur. La Conférence des Financeurs a soutenu 122 actions de prévention pour 1 391 562 €, dont 15 projets dédiés aux proches aidants pour 209 150 €. Le salon autonomie « Pas foutus », pensé conjointement pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap, a réuni 40 stands partenaires sur une journée.

Construire l'inclusion au quotidien

L'aide à la vie partagée, mise en place en 2023, soutient des projets qui combinent espaces communs et espaces individuels dans un environnement adapté. En 2025, 10 projets ont été retenus pour un budget de 335 150 €. Par ailleurs, 101 accueillants familiaux agréés par le Département ont accueilli 163 adultes, dont 83 en situation de handicap. Le transport adapté accompagne 653 élèves en situation de handicap vers leurs établissements scolaires via 175 circuits collectifs, un nombre en croissance lié au développement des classes ULIS.



Loger mieux, loger dignement

Factures d'énergie qui explosent, logements inadaptés au vieillissement, habitat indigne qui persiste... Le Département de l'Eure choisit de s'attaquer frontalement aux multiples enjeux de la crise du logement.

861 situations d'expulsion évitées en 2025

Le Département intensifie sa lutte contre la précarité résidentielle avec un accompagnement sur mesure des ménages en difficulté. L'action contre l'habitat indigne a permis de traiter 172 situations en 2025, combinant médiation avec les propriétaires, aides financières et relogement si nécessaire. Le combat s'étend aussi aux bailleurs indécis, avec une information renforcée sur les droits et devoirs de chacun. Ces mesures préventives évitent des drames humains tout en préservant la mixité sociale.

La délégation des aides à la pierre renouvelée jusqu'en 2030

En 2025, le Département a renouvelé la délégation des aides à la pierre de l'État jusqu'en 2030, confirmant un engagement initié en 2007. Cette délégation lui permet de mettre en œuvre la politique nationale de l'habitat en cohérence avec les enjeux locaux du Plan Départemental de l'Habitat et les besoins des populations les plus fragiles.

Le pôle habitat rejoint la Délégation Solidarités

Le pôle habitat, en charge de la réhabilitation des logements des particuliers modestes et de la programmation des logements sociaux, intègre désormais la Direction de l'inclusion et de l'action sociale. Ce rapprochement, porté par 7 personnes, vise à mieux articuler l'offre de logement avec les politiques sociales en faveur des Eurois les plus modestes.

950 000 € engagés pour réhabiliter 550 logements

Les aides départementales aux particuliers sont majoritairement orientées vers la rénovation énergétique et l'adaptation à la perte d'autonomie. Pour le compte de l'État, le Département a décidé la création de 252 logements locatifs sociaux sur son territoire de délégation. Dans le cadre de l'ANAH, 647 projets de propriétaires occupants et bailleurs ont été engagés en 2025. Le total de ces engagements en faveur du parc privé atteint 19 095 742 €, en hausse de près de 20 % par rapport à 2024.



L'offre de soin s'améliore : 6 indicateurs clés dans l'Eure

Avec seulement 57 médecins libéraux pour 100 000 habitants dans l'Eure contre 76,8 au niveau national, le Conseil départemental a mis en place une stratégie ambitieuse dotée de 2 millions d'euros par an, sur 6 ans, pour faire de la santé une priorité absolue.



plus de consultations

34 010 consultations assurées en 2025 contre 5 400 en 2023 : le dispositif Doct'Eure, en partenariat avec l'Hôpital de la Musse, a littéralement décollé. Un plus grand nombre de consultations qui s'explique par une densification des équipes (7,3 équivalents temps plein médecins en 2024 contre 4,1 l'année précédente) et une innovation, le «bus Doct'Eure» itinérant, qui offre désormais une solution plus économique et plus qualitative, améliorant à la fois l'accueil des patients et la qualité de vie au travail des professionnels.



5342

Eurois ont retrouvé un médecin traitant

La continuité des soins se rétablit en 2025. L'expansion territoriale de Doct'Eure contribue directement à ce succès : ouverture du centre de santé des Valmeux à Vernon, création d'une antenne aux Andelys avec 20 heures de présence médicale hebdomadaire, déploiement d'une unité mobile dans le Vexin Normand desservant 4 communes. Chaque nouvelle implantation répond aux besoins spécifiques des territoires.

72

nouveaux médecins accueillis

depuis 2018 et 18725 € d'aide pour l'installation récente d'un dentiste. La stratégie d'attractivité du territoire eurois combine plusieurs leviers : bourses d'études pour les étudiants s'engageant à s'installer dans l'Eure, partenariats avec l'ARS, la CPAM et le conseil de l'ordre des médecins, actions de promotion menées avec Euréka (congrès de médecine, événements facultaires, accueil d'internes en stage).

Cette politique globale démontre que l'Eure sait attirer et retenir les professionnels de santé, inversant ainsi la tendance des déserts médicaux.

4

solutions de télémédecine déployées

Le Département a fait le pari de la technologie pour compenser le manque de médecins. Cabines, bornes, malles et box modulaires : quatre solutions complémentaires permettent aux Eurois d'accéder à la télémédecine généraliste. 3 cabines et 5 malles ont été mises en service dans l'Eure en 2024. Déployées auprès des infirmiers libéraux, ces malles permettent d'entrer en contact direct avec un médecin lors de leurs interventions.

Pour les spécialités, 3 cabines ophtalmiques ont été implantées à Évreux, Bernay Terre de Normandie et Louviers, avec un soutien de 37 500 euros par équipement.

4

infirmiers en pratique avancée diplômés

(2 en 2025 et 2 autres en 2026)

Les infirmiers en pratiques avancées (IPA), après une formation médicale complémentaire, peuvent assurer le suivi de pathologies courantes et ne redirigent vers le médecin que les cas nécessitant une expertise particulière. Une montée en compétences libère du temps médical précieux tout en maintenant une qualité de soins optimale.

Parallèlement, le Département accompagne financièrement le recours aux assistants médicaux qui déchargent les praticiens des tâches administratives.

2

millions d'euros par an

prévus pour le Plan Ambition Santé 2023 - 2028 et une feuille de route 2025 repensée autour de trois piliers : redécoupage territorial, accompagnement décloisonné, participation citoyenne renforcée.

LE DÉPARTEMENT DE L'EURE AIME SES POMPIERS



DÉPARTEMENT DE
L'EURE
en Normandie

PLAN POMPIERS 2022-2027
75 M€ INVESTIS DANS LA PANOPLIE

Une sécurité renforcée sur tous les fronts

Avec 75,3 millions d'euros investis dans le plan pompiers 2022-2027, le Département répond aux nouveaux défis sécuritaires tout en soutenant les forces de l'ordre sur le terrain.

Toutes les 2 minutes 59 secondes, un appel d'urgence parvient aux sapeurs-pompiers de l'Eure. Toutes les 11 minutes 54 secondes, une intervention est déclenchée sur le territoire. En 2025, le SDIS a traité 175 610 appels et réalisé 44 118 interventions. 1 Eurois sur 15 a été secouru par ces professionnels et volontaires. Ces chiffres traduisent aussi les effets d'une transformation engagée depuis plusieurs années. L'activité opérationnelle globale a diminué de 4,2 % en 2025 et les interventions de secours d'urgence aux personnes reculent de 6,5 %. Un résultat obtenu grâce à un travail de coordination engagé dès 2022 avec le préfet, l'ARS, le SAMU et les établissements hospitaliers : le nombre de carences ambulancières réalisées par le SDIS a chuté de plus de 68 % entre 2022 et 2025. Face à cette évolution des risques, le Département, qui finance 60 % du fonctionnement du SDIS avec près de 25 M€ chaque année, dote le Plan Pompier 2022-2027 de 75,3 M€. Des investissements qui s'articulent autour de cinq axes stratégiques.

S'adapter aux nouveaux enjeux de la sécurité

Le plan prévoit le recrutement de 57 sapeurs-pompiers professionnels, 100 volontaires supplémentaires et 100 réservistes dans le cadre de la loi Matras. Pour attirer les candidats, le Département consacre 250 000 euros annuels à l'attractivité de ces métiers essentiels. Car les missions du SDIS évoluent : 179 pompiers ont été formés aux feux de forêt, 125 aux risques radiologiques. 44 véhicules de secours et d'assistance aux victimes rejoindront la flotte, accompagnés de 25 engins de lutte contre l'incendie. Chaque année, 600 tenues de feu sont

renouvelées, 70 dispositifs médico-secouristes connectés modernisent l'intervention et 6 moyens élévateurs aériens renforcent les capacités opérationnelles.

Moderniser et reconstruire les casernes

L'immobilier représente le volet le plus lourd avec 34 M€ d'investissement. Un audit des 60 centres d'incendie et de secours a identifié les priorités : reconstruction ou modernisation de plusieurs sites, dont deux nouveaux centres à Évreux et une plateforme d'appel d'urgence ultramoderne. Ces investissements s'accompagnent d'une réflexion sur le financement. La participation des communes, gelée depuis 2015, sera progressivement réévaluée pour accompagner cette montée en puissance, en cohérence avec les capacités budgétaires départementales.

Au-delà des pompiers, une sécurité globale

La sécurité des Eurois ne se limite pas aux secours. Depuis 2016, le Département accompagne les communes dans leurs projets de vidéoprotection : plus de 80 communes ont bénéficié d'une aide permettant l'installation de 650 caméras sur l'ensemble du territoire.

En 2025, le Département a franchi un nouveau palier. Face à une délinquance de proximité qui emprunte les axes routiers structurants, il déploie une ceinture de 88 caméras positionnées sur tous les accès du département, pour un investissement de 2,9 millions d'euros. Opérationnel au 1^{er} trimestre 2026, ce réseau est confié aux gendarmes : les images ne sont accessibles que sur réquisition judiciaire.

Un garage unique pour 1045 véhicules

Dans l'Eure, on mise sur la mutualisation des ressources, des savoir-faire et de la logistique pour garder un maximum d'efficacité à budget contraint. Exemple parfait de cette logique, le nouveau service unifié des ateliers automobiles, mis en service fin décembre.



Le SU2A : quand déneigeuses et camions de pompiers partagent le même garage

Depuis le 1er janvier 2026, le site départemental de la Rougemare abrite le Service unifié des ateliers automobiles, le SU2A : un garage commun au Département de l'Eure et au SDIS 27, où 29 agents entretiennent les 1 045 véhicules des deux flottes. Camions-citernes, véhicules de secours, tracteurs, faucheuses et déneigeuses passent désormais entre les mains des mêmes mécaniciens, avec les mêmes pièces détachées et les mêmes outils. L'Eure est l'un des premiers départements à avoir mis en place ce dispositif.

Centraliser pour intervenir plus vite

La mutualisation répond à une contrainte opérationnelle concrète : un véhicule immobilisé, c'est un maillon manquant sur le terrain, qu'il s'agisse d'un engin de déneigement en pleine tempête ou d'un camion de pompiers en astreinte. En centralisant compétences et matériels sur un seul site, le SU2A réduit les délais de remise en service et homogénéise les pratiques d'entretien. Les 29 agents, issus des deux structures, relèvent désormais d'un employeur unique et accèdent à un plan de formation commun.



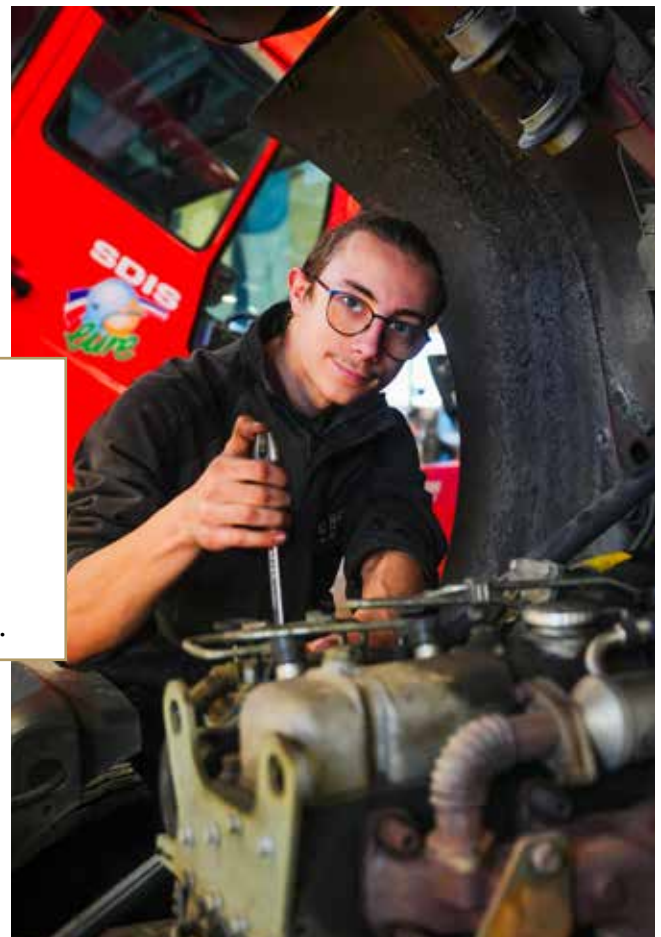


3,8 millions d'euros pour moderniser le site d'ici 2028

Le site de la Rougemare présente une configuration déjà rare : il dispose d'un espace de chaudronnerie intégré, sans équivalent dans les ateliers départementaux français. Pour absorber la hausse d'activité, le Département investit 3,8 millions d'euros d'ici 2028 : doublement de la surface poids lourds, agrandissement de la zone véhicules légers, nouveaux bureaux. Les 4 300 interventions annuelles actuelles sont appelées à augmenter dès 2026.

Garage cherche mécanos

Pour compléter l'équipe, le Département ouvre plusieurs postes : mécaniciens véhicules légers, mécaniciens poids lourds, mécaniciens agricole. Des offres qui s'accompagnent en 2026 d'un plan de communication « marque employeur » pour mieux identifier la collectivité comme une réelle opportunité professionnelle pour les jeunes Eurois.



33 M€ pour moderniser les routes

Entretien des routes, c'est bien plus que maintenir le bitume. C'est assurer la sécurité de tous les usagers, préserver la biodiversité et prévenir les incendies.

En 2025, le Département a consacré 33 M€ à l'entretien et aux aménagements de ses 4214 kms de routes et ses 806 ouvrages d'art. La RD 321 a bénéficié de l'aménagement d'une voie douce sur Martot (550 000 euros). Ces travaux s'inscrivent dans une logique de sécurisation des itinéraires les plus fréquentés.

Sur la RD 840, les travaux du giratoire de Conches-en-Ouche se poursuivent avec un investissement de 1,86 M€ qui a permis également de sécuriser d'autres carrefours sur la déviation de cette agglomération.

La RD 613 a été sécurisée avec la réalisation d'un tourne-à-gauche sur Nassandres-sur-Risle avec la RD 23 E (851 000 euros), tandis que la RD 675 bénéficie d'une chicane à la Trinité de Thouberville (240 000 euros). Ces aménagements visent un triple objectif : réduire les nuisances pour les riverains, fluidifier le trafic et limiter le passage des poids lourds en centre-ville en les incitant à emprunter l'autoroute A13 suivant l'arrêté d'interdiction de la RD 675 au trafic poids lourds en transit.

Sur les routes, le Département mène une politique sécuritaire globale : création de chicanes, aménagement de giratoires et sécurisation des points noirs. Le retour différencié aux 90 km/h (lire ci-contre) constitue un outil supplémentaire au service de la sécurité routière.



Nouveau fauchage raisonné

Fruit d'une large consultation avec le monde agricole, le Département fait évoluer sa politique de fauchage des bords de routes. Une nouvelle approche, avec une première coupe précoce et ciblée dès avril pour éviter la montée en graine des adventices et limiter le désherbage dans les cultures, prioritairement pour les plus petites routes, qui sont aussi celles où l'absence de visibilité représente le plus de risques. Puis une coupe totale adaptée à la saison, plus haute (15 cm au lieu de 10) pour laisser moins de matière sèche et limiter les risques de propagations d'incendies au plus fort de la saison chaude. Enfin, une meilleure communication est mise en place avec les partenaires, notamment la Chambre d'Agriculture, avec une concertation régulière et territorialisée.

Cette nouvelle approche répond à de multiples enjeux : sécurité routière, préservation de la biodiversité, lutte contre les incendies et protection des cultures agricoles.



Retour aux 90 km/h : une mesure très encadrée

Le 9 février 2026, l'Eure est devenu le 53e département à rétablir la limitation à 90 km/h sur leurs routes. Une décision de sécurité routière fondée sur un examen scrupuleux de chaque section et une volonté de clarifier les règles pour tous les usagers.

Le retour aux 90 km/h a été très encadré. Après le vote de février 2025, des études de sécurité routière ont été menées sur les 324 routes départementales. Ces analyses ont permis d'identifier les sections qui nécessitaient un passage à 70km/h, voire à 50km/h, selon leurs caractéristiques et les demandes des maires des communes concernées : traversées d'agglomération, virages dangereux, zones accidentogènes.



Transport, espaces verts, agroalimentaire... En immersion, les bénéficiaires du RSA qui expérimentent le dispositif découvrent les métiers des secteurs en tension.

Du RSA à la réussite : quand l'accompagnement devient déclic

En 2025, le Département a changé de braquet sur l'insertion. Plutôt que d'attendre que les bénéficiaires du RSA frappent aux portes des entreprises, il est allé chercher les employeurs, structuré les mises en relation et transformé ses propres marchés publics en portes d'entrée vers l'emploi.

La loi pour le Plein Emploi a posé un nouveau cadre. Le Département en a fait une opportunité en créant une équipe attractivité et emploi au sein de la Direction Insertion Emploi et en intégrant le Réseau pour l'Emploi aux côtés de France Travail, Cap Emploi et les Missions locales. Trois chargées de relations entreprises travaillent désormais en direct avec les acteurs du territoire. Elles prospectent les entreprises, préparent les bénéficiaires aux entretiens, présentent les secteurs qui recrutent et les réintègrent dans les événements emploi du territoire. En 2025, 171 rendez-vous entreprises ont été organisés, 154 bénéficiaires préparés pour l'emploi, 62 mis en relation avec des partenaires, 21 recrutés.

Transformer les marchés publics en tremplins vers l'emploi

La clause sociale d'insertion repose sur un principe simple : quand le Département passe un marché public, il engage les entreprises attributaires à réserver des heures de travail aux personnes les plus éloignées de l'emploi. Un lien direct entre commande publique et insertion. Depuis mars 2025, une facilitatrice clause sociale accompagne les services dès la préparation des marchés, définit les obligations d'insertion et assure le lien avec les entreprises et les acteurs de l'insertion. En quelques mois, 40 lots sont en cours dont 5 chantiers clausés, parmi lesquels le chantier du Pont de Courcelles porté par le Département et 4 marchés portés par Mon Logement 27. Au total, 29 entreprises mobilisées, 57 contrats de travail signés dont 14 pour des bénéficiaires du RSA.



L'Eure

mise sur l'excellence éducative

Avec 250 M€ investis depuis dix ans, le Département de l'Eure transforme radicalement ses collèges pour offrir aux jeunes Eurois les meilleures conditions d'apprentissage.

L'ambition est sans précédent : faire de l'Eure le territoire de référence en matière d'éducation. Déjà, 15 établissements ont été livrés avec leur reconstruction complète depuis 2016.

L'école du futur, aujourd'hui

La modernisation se joue aussi dans les équipements. En 2025, 900 000 euros ont été investis dans le renouvellement et la modernisation du matériel informatique et numérique des collèges.

Cette dynamique se prolonge avec les FabLabs, murs connectés et projets d'innovation pédagogique soutenus à hauteur de 200 000 euros chaque année. Objectif assumé : faire de nos collèges des laboratoires d'apprentissage et donner aux élèves le goût de l'innovation.

Égalité des chances renforcée

Le Département mise sur l'équité. Les bourses ont triplé en dix ans, passant de 2 200 à 7 500 bénéficiaires. Chaque sixième reçoit sa calculatrice et est incité à la pratique de la lecture grâce à la distribution de deux ouvrages modernes, contemporains, spécialement choisis par eux via le concours des Dévoreurs de livres.

Parallèlement, 36 collèges s'engagent dans des projets environnementaux ambitieux, formant les écocitoyens de demain à travers 79 initiatives concrètes, axées sur la biodiversité, la lutte contre le gaspillage, la préservation des ressources et les mobilités douces.

Les collégiens sont enfin amenés à se projeter dans leur avenir : des programmes comme le concours culinaire « À table c'est l'Eure » ou le projet des mini-entreprises permettent aux élèves de se découvrir des vocations dans la restauration, l'entrepreneuriat...

Locaux et équipements adaptés, projets ouverts sur l'avenir et le monde : en misant sur ses jeunes, l'Eure construit la société de demain.

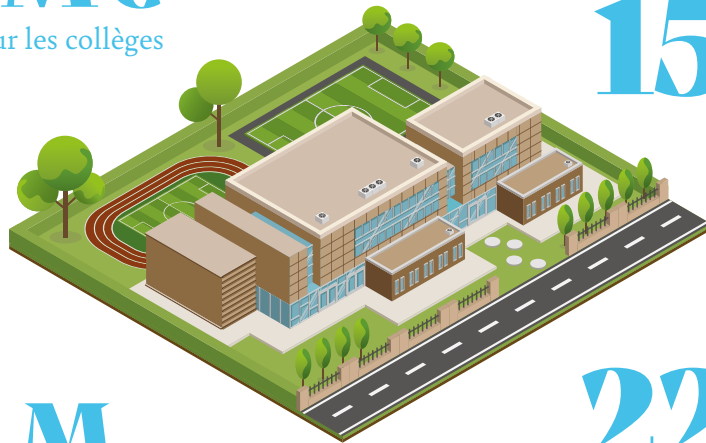


Des collèges vivants, numériques, ouverts sur le monde

Infrastructure et modernisation

250 M€

investis en 10 ans pour les collèges



15

collèges reconstruits
ou entièrement rénovés
depuis 2016

2,77 M

de repas préparés chaque année

22

collèges expérimentent
le circuit-court

Numérique et innovation

100 %

des collèges connectés à la fibre



200 K€

annuels pour les projets
d'innovation pédagogique

900 K€

investis dans la modernisation et le
renouvellement du matériel informatique
et numérique

9

projets numériques
réalisés en 2025

Projets éducatifs et environnementaux

36 collèges engagés dans des projets environnementaux

77 projets retenus (développement durable, biodiversité, économie circulaire)

600 collégiens participants aux sorties dans les Espaces Naturels Sensibles



150 collégiens sensibilisés aux animations messicoles

Une alimentation saine, locale et accessible à tous les collégiens

Chaque année, 3,5 millions de repas sont servis dans les collèges eurois. Le Département fixe le prix du repas à 3,55 euros par élève au 1er janvier 2025, quand le coût réel pour la collectivité atteint 11 euros, soit 22 millions d'euros par an.



Local et bio en progression

Pour atteindre les objectifs de la loi EGalim, le Département a investi près de 900 000 euros en équipements de cuisine et accompagne ses équipes vers une alimentation préparée sur place, avec des produits de saison et des circuits courts. En 2025, 29 % des produits utilisés respectent les critères durables, dont 12 % de bio et 17 % de produits locaux. Plus de la moitié des collèges dépassent les 20 % de produits durables ; onze atteignent les 40 %.

En 2025, le Département a proposé à tous les collèges un groupement de commande pour l'achat de pommes de terre euroises : 90 % des restaurations scolaires en servent désormais. Une initiative similaire est prévue sur la lentille locale à la rentrée 2026.

Lutte exemplaire contre le gaspillage

Avec seulement 92 grammes de déchets par repas contre 135 grammes en moyenne nationale, l'Eure fait figure de modèle. 26 collèges sont équipés de composteurs, transformant les déchets en ressource.

Le Département met les parents à table

À la rentrée 2025, le Département a lancé l'opération « Les parents à table » dans deux collèges : les familles sont invitées à déjeuner un samedi matin dans le collège de leur enfant. En 2025, au moins 300 familles ont pu découvrir les équipes de restauration et les repas servis aux élèves, visiter un lieu où leurs enfants passent une grande partie de leur semaine et échanger avec les équipes éducatives.

Moins de béton, plus de vivant

Et si préserver les ressources naturelles était bénéfique pour le bien-être des Eurois ?

Dans le département, la nature est un levier d'attractivité et un moyen efficace d'améliorer le cadre de vie de chacun. Des arguments essentiels pour créer une vraie adhésion collective autour de la protection de l'environnement.





Dans l'Eure, 3 098 hectares ont été consommés par l'artificialisation entre 2011 et 2021, soit 310 hectares par an en moyenne. Le taux eurois de 3,26 hectares par habitant supplémentaire dépasse celui de la Seine-Maritime (1,79 ha) et du Calvados (0,5 ha). En 2025, le Département a planté 5 650 arbres et créé 638 mètres linéaires de haies pour réduire cette pression et atteindre l'objectif national de zéro artificialisation nette des sols d'ici 2050, fixé par la loi Climat et Résilience.

Une biodiversité retrouvée

40 ENS ont fait l'objet de travaux de gestion en 2025 et 80 % disposent d'un document de gestion assurant leur préservation. Sur ces sites, le Département a conduit un chantier d'éradication d'espèces exotiques envahissantes, dont la prolifération menace les espèces locales et dégrade les milieux humides.

Le projet Solid'Air illustre une autre facette de cette politique : en 2025, cinq animations nature ont accueilli plus de 60 personnes en situation d'isolement ou de précarité dans l'Eure, après une première expérimentation avec les jeunes du foyer de l'enfance. Le Département relie ainsi sa politique sociale et sa gestion des espaces naturels sensibles autour d'un objectif commun : faciliter l'accès à la nature pour les publics qui en sont le plus éloignés.

Connecter les Eurois à leur patrimoine naturel

Le Département compte 17 sentiers pédagogiques sur ses espaces naturels sensibles, dont un sentier numérique. Deux ont été inaugurés en 2025 : le sentier du Martin-pêcheur à Mesnils-sur-Iton et le sentier du

Héron aux étangs de Breteuil. Quinze éco-compteurs ont été installés pour mesurer la fréquentation. Le programme Découvrez la nature dans l'Eure a réuni 2 300 participants. 600 collégiens ont participé à des sorties sur les sites du domaine naturel départemental et 150 autres ont été sensibilisés lors des animations messicoles. Le concours photos des fleurs messicoles a reçu 260 clichés.

L'eau, ressource précieuse sous protection

Le 26 novembre 2025, le Département a lancé en co-pilotage avec la Préfecture le premier Comité départemental de l'eau, réunissant l'ensemble des usagers : acteurs institutionnels, socioprofessionnels, associations de protection de l'environnement et consommateurs. Sa mission : construire un diagnostic commun sur les enjeux, faire circuler les solutions et identifier les failles des dispositifs existants.

Ce comité s'appuie sur un Observatoire de l'eau en cours de construction, destiné à collecter, analyser et partager les données sur la ressource avec tous les usagers. Un guide sur les milieux humides et aquatiques a également été édité à destination des riverains et des élus.

Sur le volet sensibilisation, le Département a organisé lors des journées nationales de la résilience un concours photo «Qu'il est beau mon cours d'eau» et une journée co-organisée avec l'Agglomération Seine Eure et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer. Ces actions ont valu au Département un trophée décerné au ministère de l'Intérieur le 19 décembre 2025.

Ma commune grandeur nature

« Du tout bitume à une cour d'école végétalisée »

Katia Camus, maire des Damps, raconte la métamorphose des cours d'école de sa commune, rendue possible grâce, notamment, à une subvention de 30 000 euros du Département dans le cadre du dispositif « Ma Commune Grandeur Nature ».

Depuis quelque temps, on parle plus sérieusement de canicules et d'étés de plus en plus chauds. En 2022, la commune des Damps décide de lutter contre les îlots de chaleur, désimperméabiliser les sols, gérer les eaux de pluie et repenser les espaces extérieurs du groupe scolaire de façon à répondre aux besoins pédagogiques et ludiques de l'école.

Nos objectifs : créer un espace sportif, un espace de jeu, un espace pour permettre de mener des ateliers pédagogiques (temps de lecture, cours en extérieur) ainsi qu'un espace vélo pour encourager les mobilités douces.

En 2024, nous avons installé un mur de renvoi de ballon, créé un amphithéâtre de verdure où les enfants peuvent apprendre en plein air, réalisé du marquage au sol ludique, construit un mur

d'escalade avec sa butte et son toboggan, aménagé un parcours d'aventure et planté un jardin des senteurs.

À l'école maternelle, nous avons voulu quelque chose de plus doux : en plus des espaces extérieurs, un mur de « fleurs d'expression » avec un centre en ardoise a été installé, où les plus petits peuvent laisser leurs dessins et leurs mots.

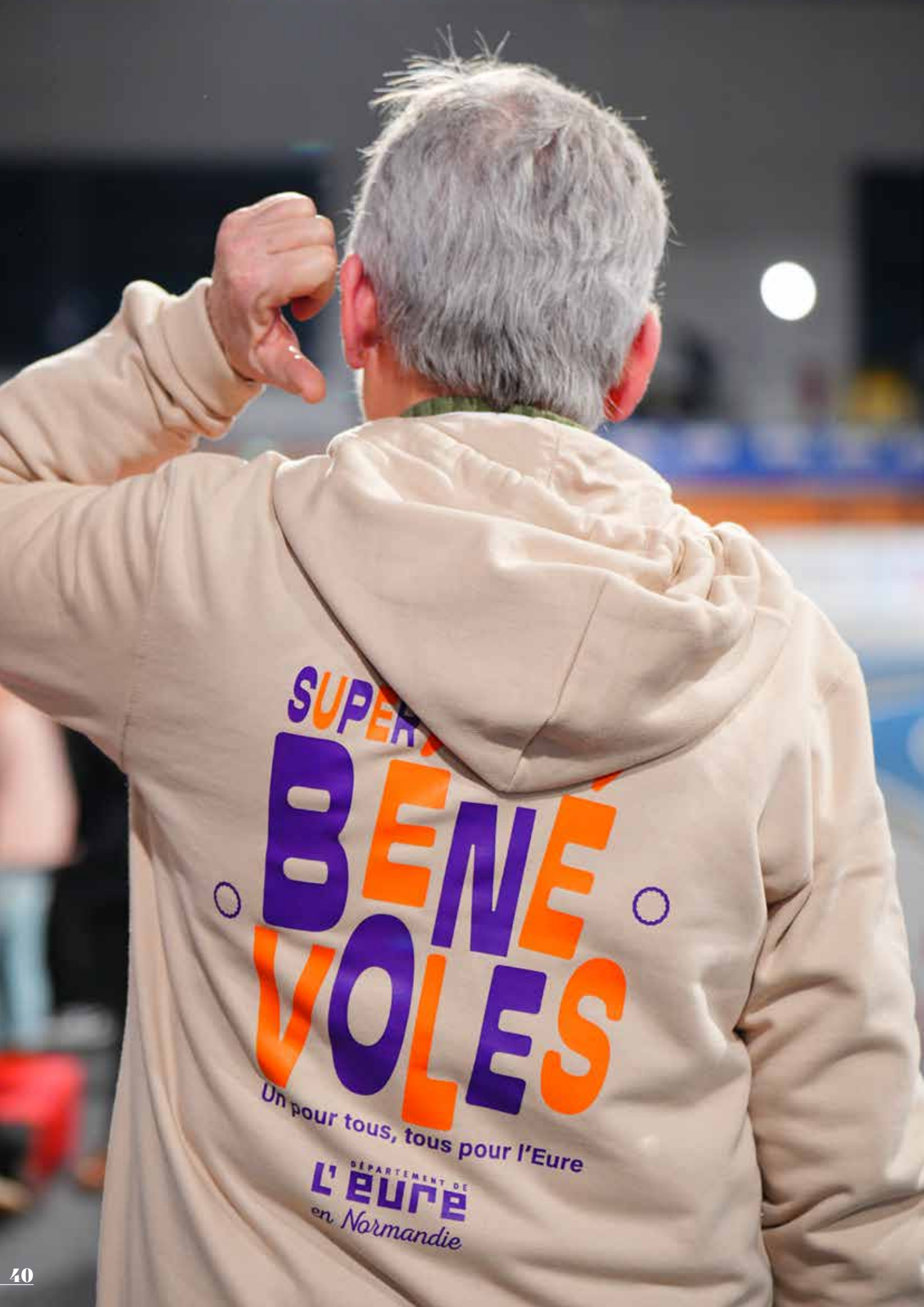
Au total, nous avons planté 15 arbres, 704 arbustes et 2 429 plantes vivaces, graminées et bulbes. Le contraste est saisissant : nous sommes passés d'une cour 100 % bitume avec quelques lignes de marquage au sol à un véritable écrin de verdure avec des jeux en bois et des espaces plantés partout. À l'école élémentaire, nous avons gagné 33 points de végétalisation, passant de 20 % à 53 % d'espaces verts. À la maternelle, c'est encore plus spectaculaire : de 38 % à 57 %.

Les Damps ont bénéficié de 74 % de subventions sur le montant HT du projet, sans lesquelles ce projet de revégétalisation aurait probablement été compromis.



L'aménagement local passe au vert

341 251 euros alloués au financement
de 50 projets dans 46 communes
27 cimetières végétalisés
7 parkings et 8 places publiques renaturés
4 micro-forêts, 2 haies et 6 vergers créés
13 mares restaurées
1 nouveau sentier nature



SUPER
BENEVOLES

Un pour tous, tous pour l'Eure

DÉPARTEMENT DE
L'EURE
en Normandie

L'engagement, pilier de la pratique sportive du Département

Dans l'Eure, le sport est accessible à tous, grâce à ceux qui s'y consacrent sans compter. Un engagement bénévole qui a pris tout son sens en 2024, lors des JO de Paris, et que le Département continue de soutenir depuis grâce à sa politique.

Le sport ne se résume pas à des subventions et des équipements. Il repose sur des bénévoles qui organisent les tournois, des dirigeants qui font vivre les clubs, des jeunes qui donnent de leur temps pour animer des événements sur leur bassin de vie. En 2025, le Département a soutenu 562 clubs locaux, financé 91 manifestations sportives et mobilisé 6 782 Eurois dans ses actions.

Dans un département où la moitié des communes comptent moins de 500 habitants, c'est ce réseau qui rend le sport praticable au quotidien. Pour l'entretenir, le Département a sensibilisé 230 dirigeants du mouvement sportif aux enjeux actuels de leurs métiers et accompagné 22 bénévoles dans leur parcours de formation.

Transformer l'élan en héritage

Aux JO de Paris 2024, des centaines d'Eurois se sont portés volontaires. Le Département a choisi de maintenir

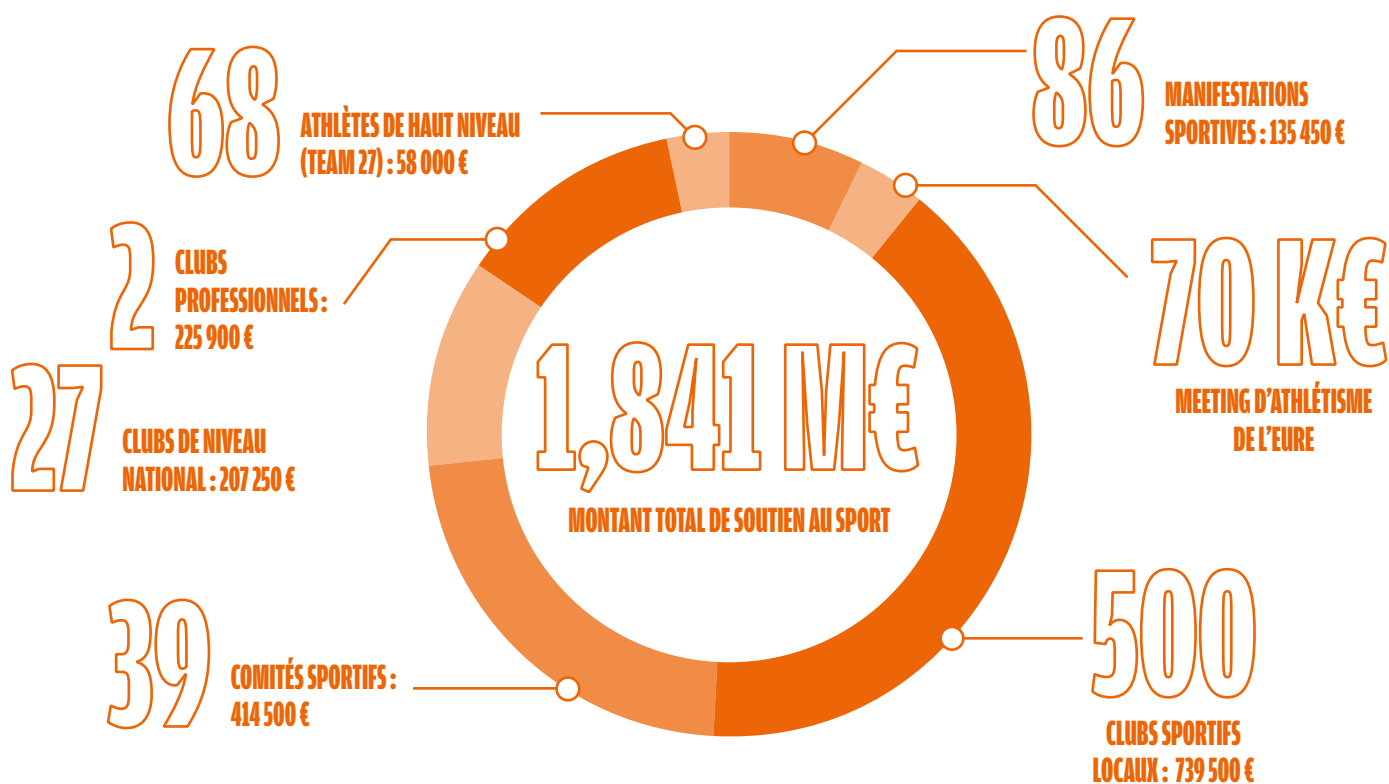
cette belle dynamique : en décembre 2025, il a lancé les Super bénévoles, une communauté d'Eurois disponibles pour renforcer les associations lors de leurs événements. Les opportunités circulent via un canal WhatsApp dédié, sans obligation, juste l'envie de donner un coup de main. En échange, formations gratuites et accès en avant-première aux événements du Département pour les bénévoles qui s'investissent.

Même logique pour les jeunes : 173 participants aux Chantiers de jeunes bénévoles, 41 projets soutenus par la Bourse initiatives jeunes, 140 mini-entreprises créées avec Entreprendre pour apprendre Normandie. Et 336 collégiens formés au Savoir rouler à vélo dans 6 établissements, parce que la mobilité active est aussi une façon de s'approprier son territoire. À l'heure où le manque de bénévoles menace parfois la survie des projets associatifs, le Département forme et accompagne ses bénévoles de demain.


DANS L'EURE,

LE SPORT SE JOUE COLLECTIF

Soutien aux actions sportives
déployées sur le territoire par les associations



Sport santé et bien-être

300+ 

AGENTS ONT PARTICIPÉ
AU PROGRAMME
« BIEN-ÊTRE ET SPORT »

150 
SENIORS

MIS EN MOUVEMENTS
PAR NOS ACTIONS

600 
ÉLÈVES

ONT BÉNÉFICIÉ D'ACTIONS
DE SENSIBILISATION
« SPORT ET HANDICAP »

Actions jeunesse


5 

VOLONTAIRES EN SERVICE
CIVIQUE ACCUEILLIS

173 
JEUNES

ONT PARTICIPÉ À 20 CHANTIERS DE JEUNES
BÉNÉVOLES : 22 500 €



1000 
JEUNES

INVITÉS AUX MATCHS PARRAINÉS
(ALM BASKET ET EVREUX VOLLEYBALL)

140 
JEUNES


SE SONT MOBILISÉS DANS LA CRÉATION
DE 30 MINI-ENTREPRISES

2100 
ÉLÈVES

ONT PARTICIPÉ AU CROSS DES COLLÈGES

400 
JEUNES

ONT PARTICIPÉ À NOS ACTIONS
DONT 200 AU CROSS DU FDE

23 
JEUNES

ONT ÉTÉ ACCUEILLIS ET INITIÉS AUX
MÉTIERS DU SPORT ET DE L'ANIMATION

22 
BÉNÉVOLES

ACCOMPAGNÉS DANS LEUR PARCOURS DE FORMATION

BOURSES INITIATIVES JEUNES

41 
JEUNES
SE SONT ENGAGÉS DANS LE
DÉVELOPPEMENT DE PROJET :
19 200 €





L'Eure

fait vivre sa culture

Ici, la culture ne se limite ni aux pierres anciennes ni aux vitrines muséales. En 2025, l'art contemporain s'est imposé dans la campagne et sur les façades de Gisors, 4 400 personnes ont replongé dans la Rome antique et 68 000 visiteurs ont découvert d'une autre manière, de nuit, l'arboretum d'Harcourt.

SPOT, le parcours d'art contemporain du Département, est devenu en quelques éditions un rendez-vous des Journées Européennes du Patrimoine. En 2025, le territoire de Gisors a vibré : Tomislav Topic dans l'église, Quentin DMR sur les façades de la mairie et de la sucrerie d'Étrépany, Petite Poissone au château et aux Puces du Moulin.

Derrière le programme Mon Village Mon Amour et ses 8,9 M€ investis, Pierres en lumières en est la vitrine grand public : chaque mai, des dizaines de sites ouvrent à la nuit tombée. En 2025, près de 90 sites ont participé, un nouveau record. Le programme reprend son déploiement en 2026.

À Gisacum, les Fêtes romaines des 2 et 3 août ont réuni 4 400 visiteurs en deux jours. L'événement a porté la fréquentation annuelle à plus de

15 000 visiteurs, un record depuis le COVID.

Une culture contemporaine, accessible, qui s'exporte

Du 13 septembre au 8 octobre 2025, le château de Boisgeloup a accueilli « Boisgeloup, l'Arcadie de Picasso », en partenariat avec la Fondation Picasso. Plus de 250 bénéficiaires, collégiens et résidents de structures sociales-éducatives, ont pu la découvrir gratuitement.

Plusieurs initiatives visent à réduire les inégalités d'accès à la culture : tournée de la compagnie des Petits Champs dans une dizaine de lieux insolites, soutien aux cinémas ruraux, gratuité des médiathèques. Depuis 2020, « Culture au collègue » a conduit 60 actions auprès de 12 000 collégiens dans 100 % des établissements.

Avec Arbora Lumina, le Domaine d'Harcourt entre dans une nouvelle ère

Le Domaine d'Harcourt réunit deux patrimoines d'exception : un château fort du XII^e siècle et l'un des plus anciens arboretums de France, créé en 1802. Propriété du Département depuis 2000, le site fermait chaque année de novembre à mars, affichant un déficit d'exploitation de 500 000 euros par an. Pour inverser cette tendance, le Département a investi 15 millions d'euros dans la rénovation du site et la création d'Arbora Lumina : un parcours nocturne de 1,2 km conçu par Moment Factory, studio montréalais présent sur plus de 25 sites dans le monde. Troisième parcours Lumina en France après Les Gets et Rochefort, Arbora Lumina est aussi, selon le Département, le projet le mieux intégré dans son environnement naturel et patrimonial signé par le studio à ce jour.

Les 9 millions d'euros investis couvrent une aire de stationnement enherbée qui étend l'arboretum au-delà des limites du domaine, la rénovation des cheminements, la restauration du château, une nouvelle boutique, un espace de restauration. 5,8 millions d'euros ont été nécessaires pour créer le parcours nocturne lui-même.



Un succès dès la première saison

Ouvert du 6 décembre 2025 au 28 février 2026, Arbora Lumina a accueilli 68 184 visiteurs en moins de trois mois. Face à la demande, des créneaux supplémentaires ont été ouverts sur les périodes les plus sollicitées. Le Département a appliqué une tarification accessible : 5 566 enfants de moins de six ans ont bénéficié de la gratuité, et 2 602 packs famille ont été vendus, représentant 15 % des billets.

La saison hivernale dégage un excédent d'exploitation de 547 000 euros. Des partenariats sont en cours de structuration avec les restaurateurs d'Harcourt et du Neubourg. L'exploitation du parcours a créé 8 emplois saisonniers.

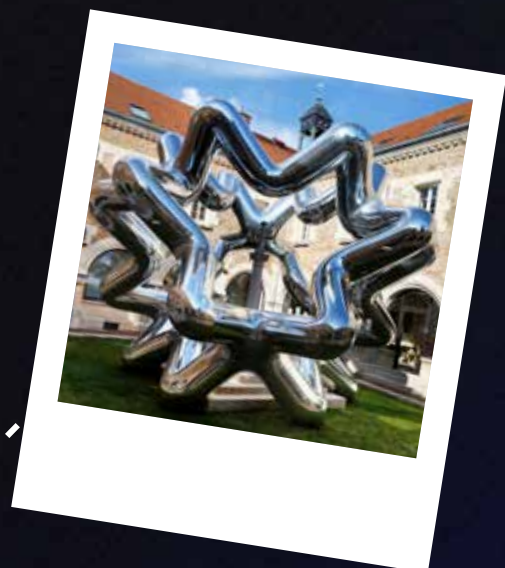


Une programmation 4 saisons

Arbora Lumina s'inscrit dans une offre structurée sur l'année entière. Au printemps, « À l'assaut du château ! » plonge les familles dans l'univers médiéval du site pendant les vacances scolaires. L'été, les Jolis Jours d'Harcourt proposent apéro-contes, spectacles d'art vivant et bal sous les arbres bicentennaires. En octobre, les Automnales réunissent pépiniéristes et horticulteurs venus de toute la France. Arbora Lumina revient dès le 13 novembre 2026 pour une deuxième saison, avec une durée d'exploitation allongée et une communication étendue au-delà du département. L'objectif : 80 000 visiteurs pour la saison 2 et jusqu'à 130 000 sur l'année au Domaine d'Harcourt.

SPOT : l'art contemporain s'invite dans nos villages

Depuis 2019, les Journées Européennes du Patrimoine dans l'Eure sont aussi un rendez-vous d'art contemporain. SPOT installe chaque année des œuvres au cœur du patrimoine eurois, offrant aux habitants un regard neuf sur des lieux qu'ils côtoient depuis toujours.



Gisacum : les Fêtes romaines retrouvent le public

Les 2 et 3 août 2025, Gisacum a proposé un saut dans le temps. Gladiateurs, chars, artisans, spectacles de danse antique, cerveso Eburo brassée pour l'occasion : 4 400 visiteurs ont plongé dans l'ambiance d'une cité gallo-romaine. En 2026, le site se dote d'une nouvelle identité graphique pour asseoir sa place parmi les incontournables touristiques du Département.

Pierres en lumières : le patrimoine rassemble

Chaque mai, Pierres en lumières transforme l'Eure en scène à ciel ouvert. Organisé en partenariat avec la Fondation du patrimoine, l'événement ouvre des dizaines de sites à la nuit tombée : concerts, bals, visites guidées aux chandelles. Un rendez-vous qui confirme chaque année l'appétit des Eurois pour leur patrimoine.





Boisgeloup, l'Arcadie Normandie de Picasso

Des visites gratuites avec médiation ont permis à plus de 250 bénéficiaires de découvrir l'exposition : collégiens des établissements Pablo-Picasso de Gisors et Louis-Anquetin d'Étrépagny, ainsi que résidents de structures sociaux-éducatives du territoire.

Culture itinérante : le spectacle vivant sort des salles

Après le MuMo en 2024, le Département a poursuivi sa politique de diffusion culturelle hors les murs. En 2025, la compagnie des Petits Champs a fait tourner « Le Voyage en Uruguay » dans une dizaine de lieux insolites, rencontrant le succès auprès de plusieurs centaines de spectateurs. Depuis 2015, près de 2 M€ ont été consacrés à la création ou l'agrandissement de salles de cinéma à Pont-Audemer, Gisors et Le Neubourg. 19 nouvelles médiathèques ont été construites depuis 2015, entièrement gratuites, pour rapprocher l'offre culturelle de tous les Eurois.



La campagne qui connecte, qui attire, qui inspire

En déployant des infrastructures numériques d'excellence et des services de proximité adaptés aux besoins de chaque territoire, l'Eure démontre qu'il est possible d'associer ruralité, qualité de vie et modernité pour bien vivre à la campagne, entreprendre et s'y épanouir.







99 % des communes fibrées : l'Eure à la pointe du numérique

Avec plus de 99 % du territoire couvert en juin 2025 et 265 000 prises déployées, l'Eure transforme son paysage numérique. Plus de 200 M€ investis ont permis de passer d'une situation inquiétante en 2015 à un département pionnier du très haut débit. 60 % des foyers sont déjà abonnés au réseau fibre, offrant aux Eurois et aux entreprises une connectivité comparable aux zones urbaines.

Une révolution comparable à l'électrification, réalisée en une décennie.

L'Agence de la Ruralité, premier partenaire des élus locaux

Depuis 2015, le Département a versé plus de 182 millions d'euros d'aides aux communes de l'Eure, via des aides directes ou des contrats de territoires. Pour renforcer cet accompagnement, l'Agence de la Ruralité s'est dotée d'une mission d'appui : 18 agents dédiés, dont 4 conseillers présents sur le terrain auprès des maires, pour les accompagner dès la conception de leurs projets .

En 2026, le Département réoriente son cadre financier avec une nouvelle version de Mon Village Mon Amour, centrée sur la santé, la sécurité et le cadre de vie dans les communes.

Une grande conférence des élus locaux accompagnera ce lancement, pour aider les maires et présidents d'EPCI nouvellement élus à prendre leur mandat dans les meilleures conditions.





Contrats de territoires : 40 M€ pour moderniser la campagne

Le Département accompagne les collectivités via deux leviers essentiels : l'ingénierie technique et le soutien financier. Les contrats de territoire Région-Département-EPCI permettent de financer les équipements structurants : revitalisation des centres-bourgs, maisons de santé, équipements culturels et sportifs. Cette approche collaborative garantit une répartition équilibrée des investissements sur l'ensemble du territoire eurois : de 2023 à 2028, ce sont 40 M€ qui y sont consacrés.

L'approche dossier, c'est fini ! Le Département choisit de considérer l'ensemble du projet territorial pour de meilleurs impacts sur la qualité de vie des Eurois.

Eurêka : l'attractivité en action

En 2025, Eurêka a accompagné l'installation de 21 familles et nouveaux talents dans l'Eure via Eurêka Welcome, en prenant en charge leur intégration et leur découverte du département. L'agence s'est aussi mobilisée aux côtés du Département pour répondre à la pénurie médicale : l'Accueil Unique Santé a permis l'installation de 31 praticiens.

L'année a marqué une première en France : un partenariat entre Eurêka, le SDIS27 et la Gendarmerie pour recruter et accompagner de nouvelles recrues et leurs familles.

Avec Made in Eure, l'agence a présenté 27 objets fabriqués dans le département — du moteur Ariane à Boursin, en passant par Rowenta et les instruments Marigaux. L'exposition a réuni 800 visiteurs et valorisé des entreprises dont l'activité dépasse largement les frontières de l'Eure. Les 8,4 millions de nuitées enregistrées en 2025 confirment l'attractivité d'une destination active toute l'année. La place de marché départementale développée par Eurêka a généré 822 000 € de chiffre d'affaires au profit des acteurs touristiques eurois.

Derrière chaque action, le même objectif : faire de l'Eure un département où l'on vient, où l'on entreprend et où l'on choisit de rester.



Tourisme à vélo : l'Eure à découvrir autrement

Avec 600 kilomètres de véloroutes désormais disponibles et des investissements de près de 1,2 M€ en 2025, l'Eure trace la voie d'un tourisme durable et accessible à tous.

En 2025 l'Eure est l'un des départements qui en aura fait le plus en faveur du cyclotourisme. 1,22M€ ont été investis pour aménager des voies de circulation apaisées ou renforcer la signalétique et le jalonnement des voies cyclables partagées, de quoi créer 155,5 km nouveaux itinéraires cyclables soit 13,5% des ouvertures d'itinéraires cyclables à l'échelle nationale.

Une politique en faveur des mobilités douces qui se révèle payante et qui confirme l'attrait croissant pour ces nouveaux modes de découverte du territoire : les 14 compteurs permanents installés sur le réseau d'Eure à Vélo (voies vertes et routes) ont enregistré plus de 391 000 passages de cyclistes (+13,4% par rapport à 2024).



Le vélo, moteur des mobilités douces

Au-delà de l'infrastructure, 2025 a vu l'avancée de la construction du plan vélo en faveur de la mobilité du quotidien et la mise en place d'actions tests en faveur de la mobilité des collégiens avec l'organisation de 4 ateliers réparations permettant la remise en état de 60 vélos.

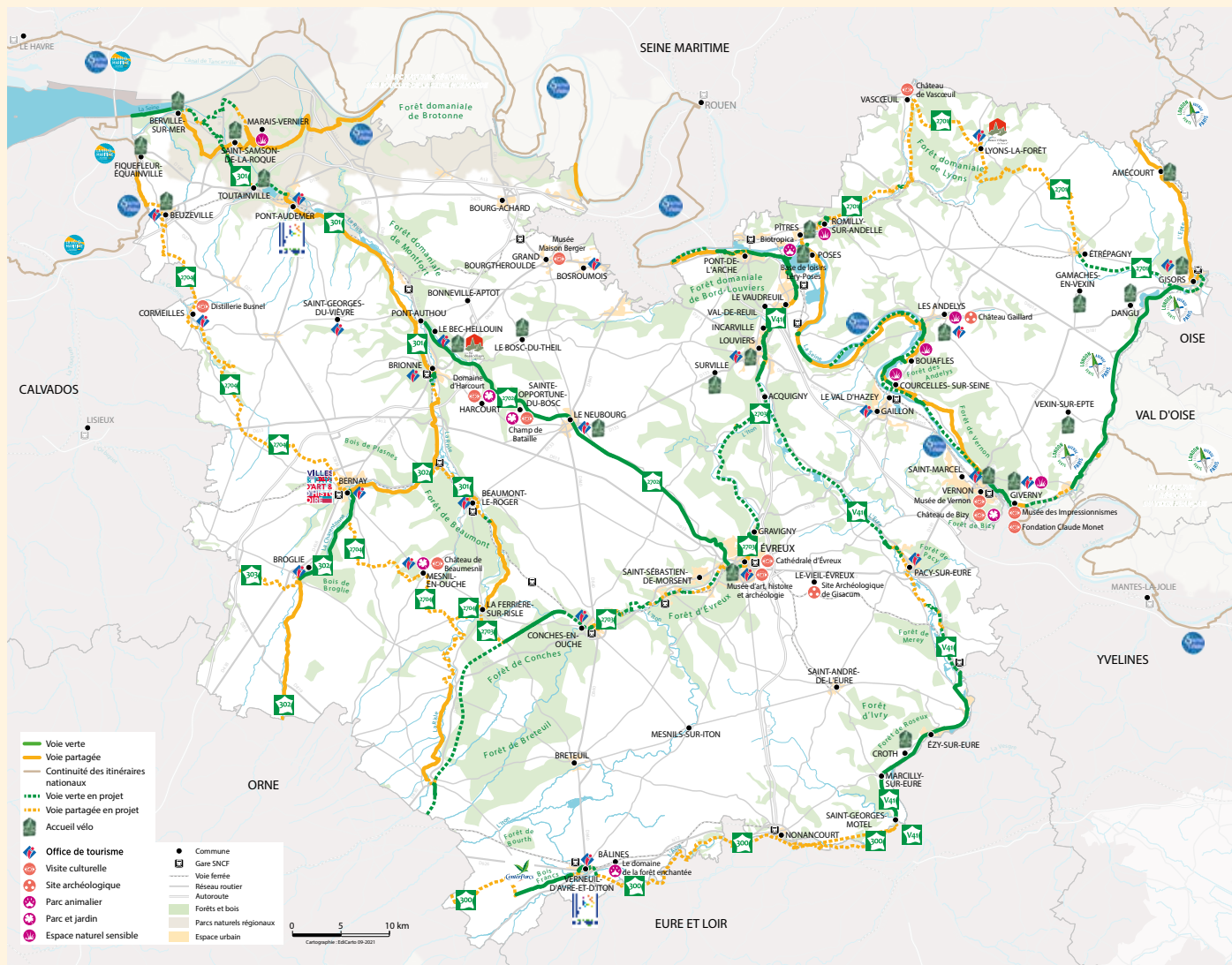
Pour les piétons, les 9 compteurs positionnés sur des voies vertes ont comptabilisé plus de 537 000 passages en augmentation de 13,6% par rapport à 2024, démontrant le rôle des voies vertes comme équipement de proximité sécurisé et accessible à tous.



Seine à Vélo, l'étendard qui grandit

Cette dynamique s'appuie sur un fleuron : La Seine à Vélo. L'itinéraire mythique, qui relie Paris à la mer sur 510 km, a célébré ses dix ans en 2024. Distingué par National Geographic et le New York Times, il compte désormais 37 % de son parcours en site propre et rassemble aujourd'hui 22 collectivités partenaires.

La reconnaissance de l'itinéraire va jusqu'à une première française : l'obtention d'une carte Michelin dédiée à la Seine à vélo, bientôt disponible gratuitement dans les offices de tourisme, avec l'objectif d'atteindre les mêmes chiffres de fréquentation que la Loire à vélo, option maillot du meilleur grimpeur en prime.



Plus de 50 établissements labellisés « Accueil vélo »

Marque nationale, le label « Accueil vélo » crée un réseau d'accueil proposant des services adaptés aux besoins spécifiques du cyclotourisme : proximité des itinéraires cyclables, stationnement sécurisé des vélos, kit de réparation, informations sur les itinéraires, possibilité de recharge pour les équipements électriques...

Hébergements, offices de tourisme, restaurants, sites de visite, loueurs et réparateurs de vélos...

Dans l'Eure, plus de 50 établissements sont déjà labellisés, principalement le long de la Seine à vélo et de l'Avenue verte London-Paris. Et ça grimpe ! Dix nouveaux professionnels ont rejoint le label depuis un an, conscients du potentiel de ce marché en croissance : en 2023, 4,7 M€ de chiffre d'affaires ont été générés par la Seine à Vélo dans l'Eure, avec un panier moyen de 73 euros par cyclotouriste chaque jour.

FERTILES

Quand la terre inspire l'avenir

Le 26 septembre 2024, le Département réussissait un pari audacieux : réunir 500 agriculteurs, chercheurs, décideurs et citoyens pour inventer ensemble le modèle agricole de demain. En septembre 2025, la deuxième édition a rencontré le même succès et démontre qu'il existe une réelle soif de dialogue constructif, serein et de haut niveau.

Créé par le Département pour décloisonner les acteurs du monde agricole, FERTILES est devenu en deux éditions un rendez-vous national. Sa conviction de départ : face aux défis climatiques et sociétaux, ce sont les agriculteurs eux-mêmes, avec chercheurs, entrepreneurs, industriels et décideurs, qui détiennent les solutions. « Nous, dans l'Eure, on aime nos agriculteurs et on le revendique », résume Alexandre Rassaërt, Président du Département. La deuxième édition, organisée le 25 septembre 2025 au Neubourg, a pris appui sur l'étude du Shift Project sur la décarbonation de l'agriculture pour structurer les échanges : pressions que subit l'agriculture, à commencer par celle de l'opinion, coût de la transition, rôle des consommateurs, compromis nécessaires. Six histoires d'acteurs qui créent la transition plutôt que de la subir ont conclu ces travaux.



FERTILES répond à un vide : nulle part ailleurs n'existe un lieu, un moment où les différents acteurs se réunissent véritablement pour réfléchir ensemble et débattre des solutions. L'enjeu est pourtant vital : comment concilier les impératifs environnementaux, qui ne sont pas une option, avec la nécessité de pérenniser nos modèles agricoles ? Car sans agriculture, c'est la survie même qui est en jeu.

Le succès de cette deuxième édition renforce la détermination du Département à porter ce sujet avec ambition. Après les échanges vient le temps de l'observation et de la valorisation. En 2026, le département transforme ce rendez-vous en un itinéraire d'étude aux quatre coins de l'Eure.

L'objectif est clair : faire de **FERTILES** non pas seulement un rendez-vous annuel, mais un véritable catalyseur de solutions, un réseau d'acteurs engagés capable de peser dans les débats nationaux. Parce que l'Eure a la conviction que l'agriculture n'est pas le problème mais bien la solution, et que cette solution s'invente sur le terrain, avec ceux qui ont les mains dans la terre.



Le DAPIA : un outil simplifié au service de la modernisation agricole

L'engagement pour soutenir le secteur agricole va au-delà de la réflexion. Créé en 2017, le dispositif d'aide aux petits investissements agricoles (DAPIA) du Département constitue un outil simplifié pour accompagner les agriculteurs à se moderniser, adopter de nouvelles pratiques et améliorer le bien-être animal dans leurs élevages.

Cette aide, qui couvre 40 % des investissements inférieurs à 10 000 euros, est pensée pour être beaucoup plus simple et accessible que les dispositifs de la PAC. Et ça marche ! Depuis sa création, plus de 1 000 projets ont été soutenus pour un montant total dépassant 3 M€. De 25 dossiers en 2017, le dispositif a accompagné 151 projets en 2025, témoignant de son succès.

Pour s'adapter encore mieux aux besoins des agriculteurs, le dispositif a évolué en 2025 avec un périmètre d'actions éligibles revu et la prise en charge du matériel d'occasion. Chaque exploitant peut en bénéficier tous les deux ans.

Santé, sécurité, ruralité : trois priorités pour un territoire plus fort

Pour trouver l'équilibre entre la contrainte financière qui se resserre et les attentes des Eurois, une ligne directrice se dessine pour les années à venir : concentrer l'action publique sur les leviers les plus déterminants pour la qualité de vie et l'attractivité du territoire.

Cette ambition s'articule autour de trois priorités complémentaires qui façonnent déjà le visage de l'Eure de demain : la santé, la sécurité et la ruralité.

La santé apparaît comme l'un des grands défis du territoire. Le vieillissement de la population, les difficultés d'accès aux soins et les inégalités territoriales imposent une mobilisation durable. L'enjeu dépasse la seule réponse médicale : il touche à l'attractivité résidentielle, à la cohésion sociale et à la capacité de chacun à vivre dignement, quel que soit son lieu de résidence. Dans cette perspective, l'amélioration de l'offre de soins, le soutien aux professionnels de santé et l'accompagnement des publics les plus fragiles constituent des orientations structurantes.

La sécurité s'affirme également comme une condition essentielle du développement territorial. Elle participe au sentiment de confiance des habitants, à l'attractivité économique et à la qualité du cadre de vie. Dans un département situé aux portes de l'Île-de-France, la capacité à offrir un environnement serein représente

un atout majeur. Le renforcement de la vidéoprotection, l'accompagnement des services de secours, des forces de l'ordre et le soutien aux initiatives contribuant à la tranquillité publique répondent à cette exigence.

Enfin, la ruralité demeure au cœur de l'identité euroise. Loin d'être envisagée comme une contrainte, elle apparaît comme une opportunité et un facteur de différenciation. Les paysages, le patrimoine, la vitalité associative, la richesse culturelle ou encore la proximité avec les grands pôles urbains constituent autant d'atouts pour construire un modèle de développement équilibré. Cette vision repose sur une ruralité vivante, innovante et attractive, capable d'offrir à ses habitants les services et les équipements nécessaires à leur épanouissement.

Dans cette perspective, la santé, la sécurité et la ruralité ne constituent pas trois politiques distinctes mais les trois piliers d'une même ambition : renforcer durablement l'attractivité et la qualité de vie dans l'Eure.



ENT DE
E
dio

**CÉRÉMONIE
DES VŒUX**
Vendredi 30 janvier 2026

Retrouvez toutes les aides du Département de l'Eure sur notre site :
eureennormandie.fr rubrique nos aides et services



HÔTEL DU DÉPARTEMENT

14 boulevard Georges-Chauvin

27021 Évreux cedex

Tél : 02 32 31 50 50